

LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA LOZÈRE

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

- VU l'arrêté permanent n°15-1187 en date du 9 avril 2015 portant réglementation de la circulation au droit des chantiers d'entretien courant de la chaussée et de ses dépendances situés hors agglomération,
VU l'arrêté de Madame la Présidente du Conseil départemental n°21-2492 en date du 15/11/2021 portant délégation de signature à Monsieur le Directeur des Routes,
VU la demande de l'entreprise COLAS R.A.A. en date du 24/05/22 sollicitant l'autorisation de réaliser des travaux de réalisation des engravures pour mise en œuvre de GE sur la RD n°14,
SUR proposition de Monsieur le Chef de l'UTCD de Saint Chély-Aumont en date du 24/05/22.

AUTORISE

ARTICLE 1 : L'entreprise sus visée à mettre en place la signalisation réglementaire relative aux restrictions de circulations définies et précisées à l'article 2 de la présente autorisation, conformément aux prescriptions de l'arrêté n° 15-1187 en date du 9 avril 2015 également sus visé.

ARTICLE 2 : Ces restrictions à la circulation des véhicules s'appliqueront du mercredi 25 mai 2022 au mardi 31 mai 2022.

Durant cette période, sur la RD n°14 entre le PR 12+320 et le PR 14+653, sur la commune de Sainte Eulalie et Saint Alban sur Limagnole :

- une **INTERDICTION DE DOUBLER** sera instituée sur la section,
- la vitesse sera **LIMITÉE à 50 km/h**,
- la circulation pourra être mise en **ALTERNAT** au moyen de piquets K10 instituant un sens prioritaire.

ARTICLE 3 : La signalisation devra être conforme aux prescriptions de la fiche n° CF23 du guide du SETRA « Signalisation temporaire sur routes bidirectionnelles (manuel du chef de chantier) – Edition 2000 ».

ARTICLE 4 : **La présente autorisation ne vaut pas autorisation de voirie.**

Les travaux réalisés devront respecter les prescriptions techniques du Département précisées dans la commande du Conseil départemental n°U4/2022/007 en date du 15/04/2022.

ARTICLE 5 : La présente autorisation devra obligatoirement être affichée sur le site du chantier par l'entreprise. Celle-ci sera et demeurera entièrement responsable de tous les incidents ou accidents qui pourraient survenir du fait du chantier.

ARTICLE 6 : Le Tribunal Administratif de Nîmes peut être saisi, par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification. "*le Tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique "Télérecours Citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr*".

Saint Chély-Aumont, le 24/05/2022
Pour la Présidente du Conseil départemental
Pour le Directeur des Routes
Le Chef d'Unité Technique
André BOURRIER

Diffusion : Entreprise, commune(s) concernée(s), Gendarmerie et SDIS